

# POUR DÉFAUT OU RETARD DE RAPATRIEMENT DE DIVIDENDES

# La Banque d'Algérie menace plusieurs exportateurs nationaux

**Des exportateurs nationaux sont menacés de poursuites pénales et infraction à la réglementation des changes pour défaut ou retard dans le rapatriement des dividendes.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Plusieurs exportateurs notamment des opérateurs privés exerçant dans l'agroalimentaire ont reçu récemment des mises en demeure émanant de la Direction du contrôle des changes relevant de la Direction générale des changes (DGC) de la Banque d'Algérie.

Dans ces mises en demeure, la direction de la Banque centrale rappelle aux concernés qu'«en vertu de la réglementation des changes en vigueur, toute exportation de biens et services doit obligatoirement donner lieu au rapatriement effectif du produit correspondant dans les délais fixés réglementairement». Aussi, le sous-directeur du contrôle des opéra-

tions commerciales «informe» des exportateurs que «(votre) dossier est en situation irrégulière pour défaut de rapatriement du produit de l'exportation dans les délais prévus réglementairement». Et de les inviter à «fournir sous huitaine» des justificatifs (attestation bancaire de rapatriement signée par l'agence bancaire domiciliaire, tous documents probants relatifs aux démarches de recouvrement du produit et justifiant la souscription de l'assurance export...).

«Faute de toute réponse, les mesures prévues par l'ordonnance n°10-03 du 26 août 2010, relative à la répression de l'infraction à la législation et à la réglementation des changes et mouvements de capitaux

de et vers l'étranger, seront engagées à votre rencontre», indique la direction de la Banque d'Algérie. Ainsi, plusieurs exportateurs ont été condamnés par la justice à l'incarcération et au paiement d'amendes pour retard de rapatriement, parfois involontairement.

Des mesures certes légitimes et en vigueur depuis des années mais qui s'avèrent de plus en plus contraignantes dans le contexte de promotion des exportations hors hydrocarbures. Et cela même si les délais de rapatriement ont été prolongés à 180 jours et la quotité-devise rehaussée, en attendant la facilitation de remboursement de la TVA et l'installation du Conseil national de promotion des exportateurs. Or, la promotion des exportations relève encore de la rhétorique, en butte à plusieurs contraintes bancaires, douanières et assurantielles, au manque de forma-



Photo : DA

tion, à la méconnaissance de la réglementation tant par les exportateurs que par les organes de contrôle ainsi que par des abus multiples...

Voire, à l'absence de traduction sur le terrain de la volonté politique en ce domaine. Et cela, au-delà de la problématique des insuffisances et errements en matière de certification et conformité aux normes, packaging et commercialisation des produits algériens. Cette problématique a été justement abordée hier, lors d'un séminaire d'information, organisé au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et consacré au thème : «Comment valoriser vos produits pour les marchés de l'exportation.» Ce séminaire a été animé par le coordinateur du programme régional EnAct lancé par le Centre international du commerce de Genève, Torek Ferhadi, qui a estimé que la promotion de l'exportation est une question stratégique et a invité les opérateurs agroalimentaires à bien cibler le marché moyen-oriental notamment.

C. B.

## 50<sup>e</sup> PROMOTION DE L'UNIVERSITÉ D'ALGER I

### Des lauréats primés

Ce sont dix-huit diplômés, majors de la 50<sup>e</sup> promotion, de la faculté d'Alger I à avoir été honorés, par le recteur de l'université. L'évènement coïncide avec le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance. La cérémonie a eu lieu hier, à l'amphithéâtre Amara Rachid de la faculté Alger I, un étudiant martyr tombé au champ d'honneur.

Quatre filières ont été représentées. Il s'agit de la médecine, des lettres, du droit et des sciences islamiques. Le premier diplômé a suivi des études avec brio dans la spécialité charia. Le second lauréat ainsi que le troisième sont tous les deux diplômés en médecine.

Vêtus d'une toge, les lauréats ont eu comme cadeau un micro-ordinateur ainsi que le diplôme définitif. Selon sa moyenne, chacun d'entre-eux s'est vu également offrir une semaine de vacances, tous frais payés, en Turquie, ou un carnet d'épargne, un téléphone portable avec un abonnement d'une année ou un appareil photo.

«Ce sont 4 176 étudiants qui ont obtenu leurs diplômes cette année à l'université d'Alger I, dont 316 magisters», a indiqué le recteur de ladite université, M. Abdelkader Hadjar. Il a précisé, en outre, que depuis 1962, «l'université d'Alger a formé 11 400 diplômés entre licence, master, magister et doctorat».

Rym Nasri

## À L'OCCASION DU CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

### Naftal distribue entre 100 000 drapeaux et hymnes nationaux

Les Algériens établis à l'étranger ont eu droit hier à des emblèmes et hymnes nationaux dès leur arrivée à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène et au port d'Alger.

A l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, Naftal a entamé, hier, son opération de distribution de 100 mille drapeaux et hymnes nationaux. L'opération a débuté à 8h du matin à l'aéroport et au port d'Alger où les Algériens résidant à l'étranger se sont vus offrir des drapeaux et des hymnes nationaux à leur arrivée. L'opération se poursuivra jusqu'à aujourd'hui en fin de journée. Naftal, qui a pris l'initiative de célébrer à sa manière un demi-siècle de l'indépendance de l'Algérie offrira également tout au long du mois de juillet 2012, des drapeaux et des hymnes nationaux au niveau de l'ensemble de son réseau de stations-service à travers le territoire national.

Contacté, le directeur central de la communication et des relations publiques au niveau de Naftal nous dira à ce propos : «Je suis sur le terrain et l'opération se déroule plutôt bien. Nos compatriotes établis à l'étranger ont beaucoup apprécié le geste.

Aussi, les Algériens auront droit aux mêmes symboles nationaux au niveau de nos différentes stations de service tout au long du mois de juillet.»

M. M.

## INCIDENCE DE LA BAISSSE DES PRIX DU PÉTROLE

### Yousfi contredit Djoudi

**Face à la dégringolade des cours de l'or noir sur le marché mondial, le ministre de l'Energie et des Mines se veut à la fois inquiet et rassurant, allant, dans cette gymnastique, jusqu'à apporter des précisions aux récentes mises en garde du premier argentier du pays.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Youcef Yousfi exclut toute réunion d'urgence de l'Opep, du moins pour le moment, en vue d'étudier les mesures à même de faire face à la dégringolade des prix du baril de pétrole sur le marché mondial, en y apportant les correctifs nécessaires.

Ceci a contrario de ce qui était convenu au sein de l'organisation, dira Youcef Yousfi qui était, hier, l'invité de la rédaction de la Chaîne II de la Radio nationale, exprimant, au passage, son inquiétude face au déséquilibre dans le marché, qui, si jamais il persistait, «tout peut arriver», affirmera-t-il.

Et d'expliquer cette baisse drastique des cours du pétrole sur le marché mondial par «une demande faible par rapport à la normale du fait des crises financières qui frappent nombre de pays développés couplées à un accroissement de l'offre pour des raisons probablement politiques.

Ce qui est derrière l'énorme excédent de l'ordre de 2 millions de barils par jour». Des raisons politiques sur lesquelles le ministre n'a pas jugé utile de s'appesantir et qui seraient derrière justement la non-

convocation d'une conférence extraordinaire de l'Opep quand on sait que l'Arabie saoudite, membre influent de l'Organisation, est montrée du doigt pour avoir délibérément inondé le marché mondial avec les stocks à un niveau supérieur à la normale, nécessaire au fonctionnement de l'économie mondiale.

Pour Yousfi, cette chute des cours, qu'il espère limitée dans le temps, engendre pour le pays une chute drastique des revenus de l'ordre de 30 dollars par baril, soit un manque à gagner de l'ordre de 18 à 20 milliards de dollars annuellement. Mais si elle suscite des inquiétudes, cette chute n'est, cependant, pas de nature à avoir une quelconque incidence sur les projets d'investissements en équipements lancés par le gouvernement, précisera-t-il.

Ceci a contrario des récentes mises en garde du ministre des Finances et du gouverneur de la Banque d'Algérie qui parlaient de la nécessité de rationaliser les dépenses de fonctionnement qui ont connu une hausse fulgurante ces dernières années, pesant lourdement sur le budget de l'État.

### Energie électrique en été : appel à une consommation modérée

Et saison estivale oblige avec son corollaire d'augmentation exponentielle de la consommation en énergie électrique, le ministre se voudra rassurant en affirmant que la capacité existante suffit aux besoins

moyens. Avant d'en appeler, juste après, au sens civique des citoyens qu'il invitera à un peu plus de modération dans la consommation de l'énergie électrique, notamment entre 13h et 15h et entre 18h et 21h, intervalles de temps durant lesquels, signalera-t-il, la consommation monte en flèche avec des pics de 30% par rapport à la moyenne de la journée et à 50% par rapport à celle annuelle.

Soit une consommation croissante de 14% annuellement alors que, poursuivra-t-il, la base de calcul pour la construction de nouvelles centrales électriques est de 07%.

Et à Yousfi de mentionner le défi de réaliser une centrale de 1 000 MW qui prend 4 à 5 ans et coûte 1 milliard de dollars, relevant dans ce sillage les phénomènes de gaspillage, des branchements illicites et des difficultés dans le transfert de l'électricité d'une région à une autre liées aux oppositions citoyennes pour installer les pylônes ou passer des câbles.

Concernant les énergies renouvelables à même de constituer l'alternative aux énergies pétrolières, Yousfi évoquera le projet de la centrale hybride de Hassi R'mel déjà opérationnelle qui sera suivie d'autres.

«Nous avons la volonté pour ce faire sur les fonds de la fiscalité pétrolière décidée par le gouvernement», dira-t-il, citant aussi la création prochaine d'un institut dédié aux énergies renouvelables.

M. K.

## LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES CONSOMMATEURS LANCE L'APPEL

### N'achetez pas de viandes entre le 10 et le 16 juillet

**N'achetez pas de viandes entre le 10 et le 16 juillet 2012. Boycottez toutes les viandes rouges et blanches, à l'exception du poisson. C'est l'appel que la Fédération algérienne des consommateurs (FAC) adresse aux consommateurs, à quelques jours du mois de Ramadan.**

Cette action de boycott, des dirigeants de la FAC (le président, le vice-président et le chargé de la communication notamment) qui ont animé une conférence de presse, hier, au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) à Mohammadia – Alger, la justifient par les prix trop élevés de la viande et du poulet.

En lançant cet appel au boycott, la FAC cherche, certes, à sensibiliser les consommateurs sur la nécessité de diversifier leur nourriture, en mangeant les légumes et

autres aliments également protéinés, mais aussi à mieux réguler les prix des viandes sur le marché.

Voire contribuer à ce que les prix des viandes baissent au moins de 20 à 25%, précisent les animateurs du mouvement, confiants sur l'adhésion des consommateurs dont ils espèrent une réponse au moins à 50%. C'est également une action de solidarité avec les citoyens au pouvoir d'achat réduit, explique-t-on à la FAC. Comme plusieurs bouchers ne semblent pas hostiles à cette action d'autant que la cherté de la viande a provoqué le reflux de leur clientèle, une baisse des revenus et même la fermeture pour certains.

Et dans la mesure où 20% de commerces d'alimentation et boucheries ont dû fermer pour plusieurs motifs dont le reflux de la clientèle à cause de la cherté des prix, laisse-t-on entendre. Comme cette action de boycott s'inscrit dans le cadre d'une large campagne de sensibili-

sation des consommateurs lancée par la FAC. Ainsi, cette Fédération, en partenariat avec les Scouts musulmans et l'association civile Nass El Khir et avec le soutien du ministère du Commerce, a lancé hier 4 juillet et jusqu'au 9 juillet, une campagne de sensibilisation sur «la culture de consommation consciente» à travers une vingtaine de wilayas.

Finalité de cette campagne, contribuer à inculquer la culture de consommation, inexistante encore, mettre en confiance les citoyens et les convaincre qu'ils doivent rationaliser leur consommation, s'imprégner de leurs droits et les défendre.

Une campagne similaire devrait être lancée avant la fin de l'année à travers les autres wilayas du pays, indiquent les animateurs de la FAC qui proposent également que l'Assemblée populaire nationale (APN) se dote, à terme, d'une commission de la consommation.

C. B.